



## 17<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme



**Auto-évaluation environnementale**

## Projet de 17<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme d'Amiens

Démarche d'auto-évaluation – réalisation Ville d'Amiens



Le présent projet de 17<sup>ème</sup> modification du PLU d'Amiens s'inscrit dans la dynamique du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) en vigueur, dont les 3 principaux axes sont :

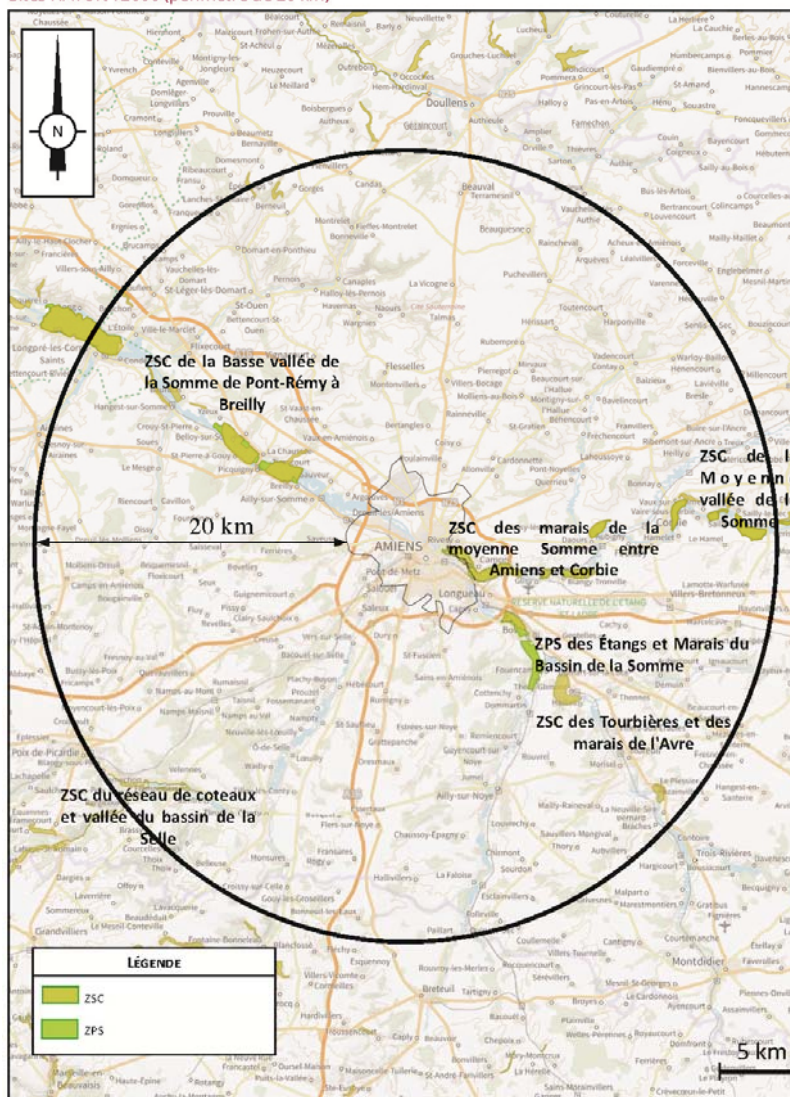
- l'attractivité et le rayonnement d'Amiens ;
- une ville solidaire : mobilité pour tous et habitat pour tous ;
- l'environnement et le patrimoine : qualité de vie.

Au regard du PLU en vigueur, les modifications prévues ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences significatives sur l'environnement, ni séparément, ni cumulativement. La présente note détaille pour chacun des enjeux environnementaux les effets probables des évolutions proposées. La collectivité visant essentiellement à préserver et améliorer l'environnement et la qualité de vie, ces effets sont plutôt favorables.

## 1 - La susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

Dans un périmètre de 20 km autour d'Amiens, on recense 6 sites : 1 Zones de Protection Spéciale (ZPS) issues de la directive Oiseaux et 5 Zones Spéciales de Conservation (ZSC) issues de la directive Habitats et désignées par l'Europe comme sites d'intérêt communautaire (SIC).

Sites NATURA 2000 (périmètre de 20 km)

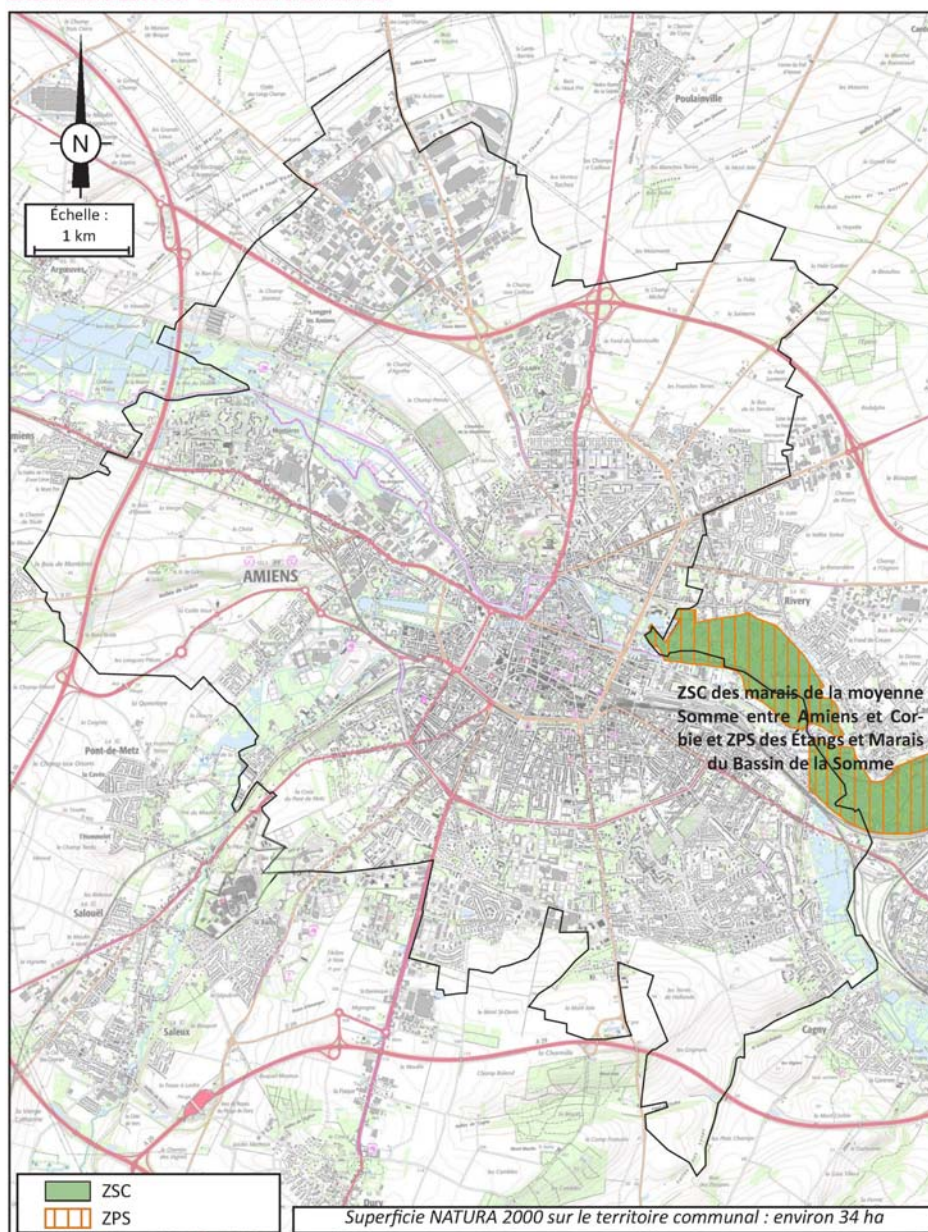


Sur le territoire amiénois, on recense 1 ZSC et 1 ZPS couvrant le même espace (environ 34 ha de la commune d'Amiens) :

- ZSC FR2200356 « Marais de la moyenne Somme entre Amiens et Corbie »
- ZPS FR2212007 « Étangs et marais du bassin de la Somme »



## Sites Natura 2000 sur le territoire communal



Le document d'objectif (DOCOB) relatif à la ZPS "Étangs et Marais du Bassin de la Somme" et à la ZSC "Marais de la moyenne Somme entre Amiens et Corbie" a été réalisé en février 2012. Ce document a pour objectif de préserver les intérêts écologiques des lieux en proposant une série d'actions à mettre en œuvre : favoriser l'ouverture ou la réouverture des milieux ; limiter les sources de pollution sur les sites ; endiguer et prévenir le développement d'espèces invasives ; maintenir les activités de production et de loisirs favorables aux milieux et espèces ; développer des pratiques respectueuses de l'environnement ; favoriser les actions favorables aux milieux naturels.

De cette série d'actions sont ressortis trois objectifs de conservation et de développement durable, qui sont eux-mêmes déclinés en objectifs opérationnel et mesures d'application :

- Objectif 1 : Restauration des habitats, des espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
  - o A. Restaurer la qualité des milieux humides et aquatiques
  - o B. Restaurer la qualité des milieux boisés
  - o C. Restaurer la qualité des milieux secs

- D. Restaurer les habitats d'espèce
- Objectif 2 : Conservation et maintien des habitats, espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
  - A. Maintenir et conserver les milieux ouverts (milieux aquatiques, humides et secs)
  - B. Préserver la qualité des milieux boisés
  - C. Protéger les habitats d'espèce
  - D. Lutter contre les facteurs défavorables aux habitats, espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire
- Objectif 3 : Sensibiliser et informer les acteurs sur les sites Natura 2000 et amélioration des connaissances et suivi des actions
  - A. Mise en place des actions et d'indicateurs de suivi des actions proposés
  - B. Participer à l'amélioration des connaissances des habitats et espèces et au suivi des actions

En ce qui concerne la commune, ce sont surtout des zones boisées, en eau ou jardinées qui sont concernées. Ces espaces sont actuellement protégés en tant que zones naturelles et forestières. Les activités maraîchères y sont autorisées, les constructions interdites. La modification proposée n'affecte pas ces espaces.

## **2 - La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ? Les aménagements envisagés dans les zonages concernés par la procédure ont-ils un impact direct ou indirect ?**

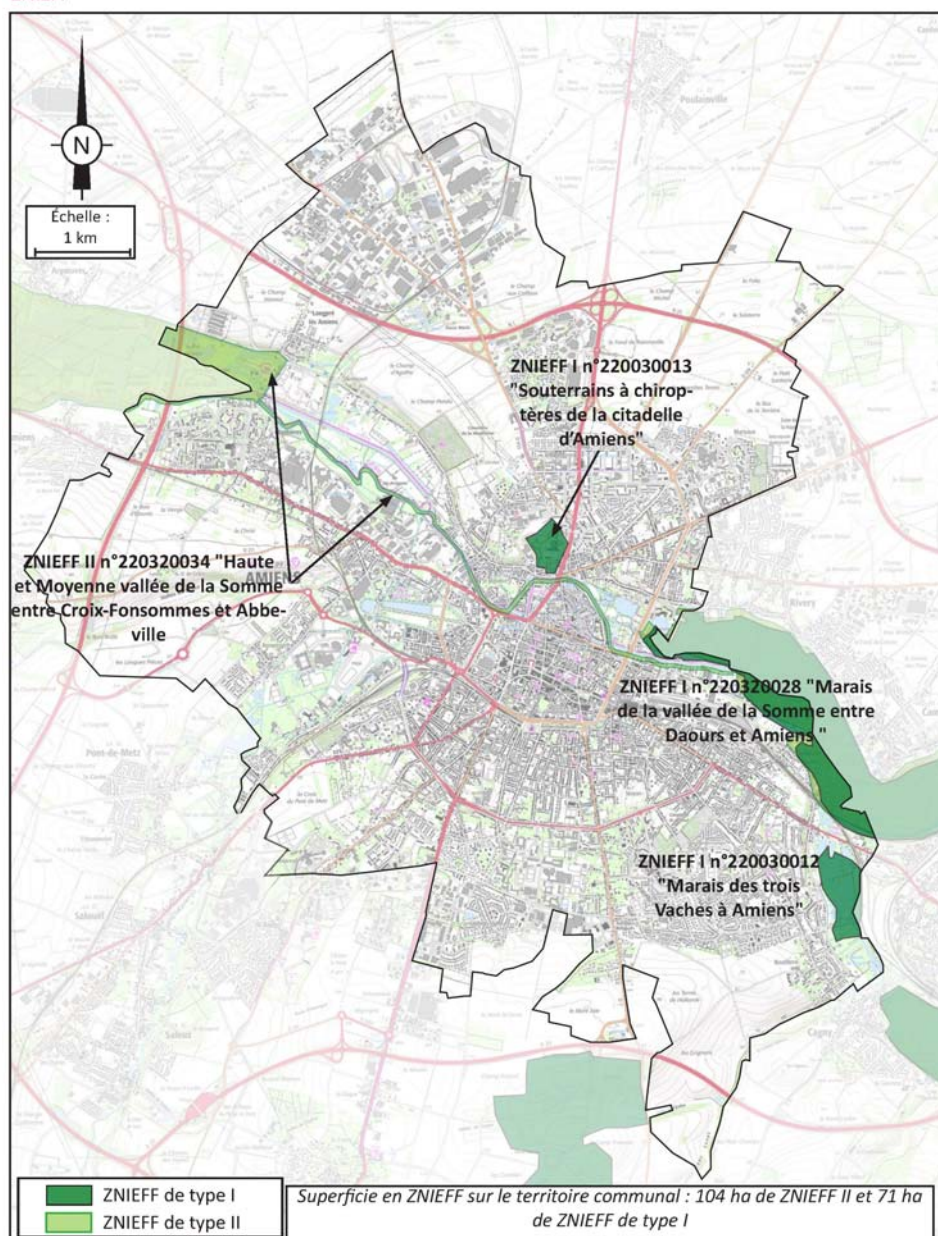
Le territoire amiénois est fortement urbanisé. Seuls 24% de sa surface est vouée aux espaces agricoles et 13% aux espaces naturels. Bien que de surfaces relativement réduites, les espaces naturels sont d'un intérêt indéniable sur le plan identitaire, patrimonial et écologique, notamment la vallée de la Somme et ses hortillonnages. Ils sont d'ailleurs reconnus par divers inventaires et protections, Amiens comprenant tout ou partie de quatre zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (1 de type II et 3 de type I) :

- La ZNIEFF de type 2 n°220320034 "Haute et Moyenne vallée de la Somme entre Croix-Fonsommes et Abbeville"
- La ZNIEFF de type 1 n°220320028 "Marais de la vallée de la Somme entre Daours et Amiens"
- La ZNIEFF de type 1 n°220320012 "Marais des trois Vaches à Amiens"
- La ZNIEFF de type 1 n°22030013 "Souterrains à chiroptères de la citadelle d'Amiens"

Un Espace Naturel Sensible (ENS) Départemental est également référencé, celui du Marais des Trois Vaches, propriété de la ville d'Amiens. Le territoire bénéficie également d'une densité remarquable de parcs, jardins et zones arborées.



## ZNIEFF



### Trame verte et bleue

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE), même non approuvé, est reconnu comme source d'information. A l'échelle d'Amiens, il met en évidence :

- 4 réservoirs de biodiversité : Marais de la moyenne Somme entre Amiens et Corbie (494), Bois de Montières (n°495), Marais des trois vaches à Amiens (483), Souterrains à chiroptères de la citadelle d'Amiens (n°612) ;
- 3 corridors valléens multitrames (ceux de la Somme, de l'Avre et de la Selle) et un corridor arboré (talus boisé du Grand Rideau au Sud-Est du territoire reliant les boisements de l'Avre au bois du Mont Joie à Dury) ;
- nombre d'obstacles à la continuité écologique, notamment sur la trame bleue mais aussi sur la trame verte, le bâti de la ville d'Amiens constituant en soi un obstacle à la continuité des trames verte environnantes.

Les principaux enjeux de la trame verte et bleue (TVB) du SCoT du Grand Amiénois concernant la commune sont :

- le réseau de marais tourbeux des vallées de la Somme, de l'Avre et de la Selle ;

- la vallée sèche située à l'ouest du territoire (vallée de Grâce) et le corridor arboré du Grand Rideau au sud-est du territoire ;
- dans son ensemble, la ville est considérée comme un élément de rupture de continuité des réseaux de milieux naturels. On voit que l'A16 constitue aussi un point de blocage pour la vallée de la Somme et pour la vallée sèche du Val de Grâce.

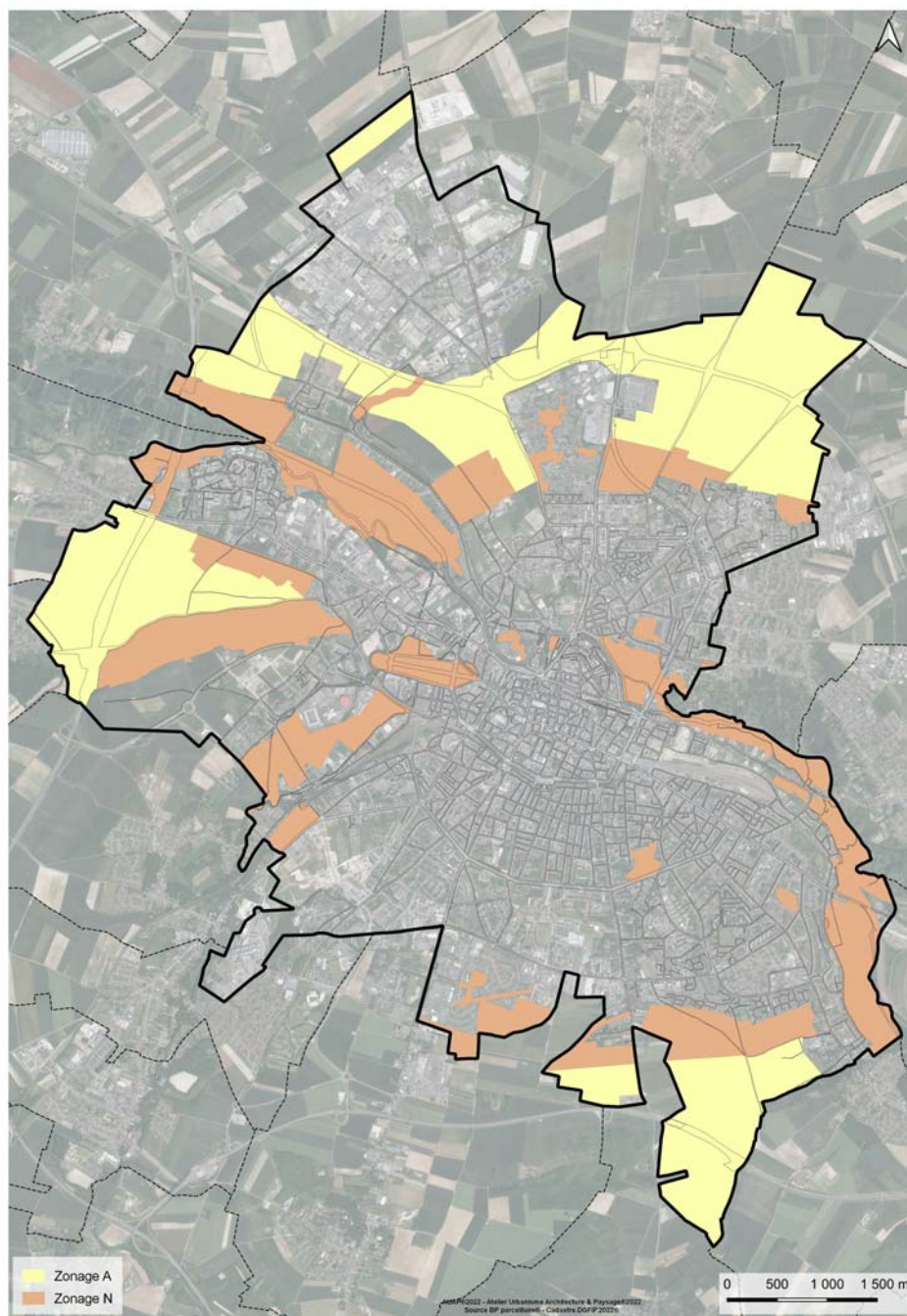
Via la réalisation d'une "étude prospective pour la préservation et la restauration de la Trame Verte et Bleue d'Amiens Métropole" en 2015, la ville d'Amiens dispose de données plus locales, qui complètent celles du SRCE et du SCoT. A ce jour, seul le plan d'action de la trame verte et bleue d'Amiens Métropole a été approuvé et fait l'objet d'actions locales. Le plan de la TVB n'a quant à lui, pas fait l'objet d'une approbation.

Dans un cadre de développement durable et d'adaptation au changement climatique, la municipalité a fait de l'amplification de ses actions en termes de transition écologique et de préservation de la biodiversité, un axe fort.

La modification proposée n'a pas d'incidences sur les milieux naturels et la biodiversité. La zone agricole et les zones naturelles et forestières du PLU en vigueur ne sont pas impactées, ni directement ni indirectement.

Marginalement, la zone naturelle hortillonnages (Nh) est étendue de 1,2 ha au droit de la Neuville. Ce secteur figure actuellement en zone urbaine (UAvn au plan de zonage). Il est situé au-delà de la bande constructible (40 mètres à partir de la rue de l'Agrappin), mais la collectivité souhaite mettre en avant sa vocation maraîchère, en proposant une évolution du zonage de UAvn vers Nh. Cette évolution ne peuvent avoir que des effets positifs sur les milieux naturels et la biodiversité, même s'ils ne sont pas significatifs.

### 3 - La procédure a-t-elle pour effet une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ?

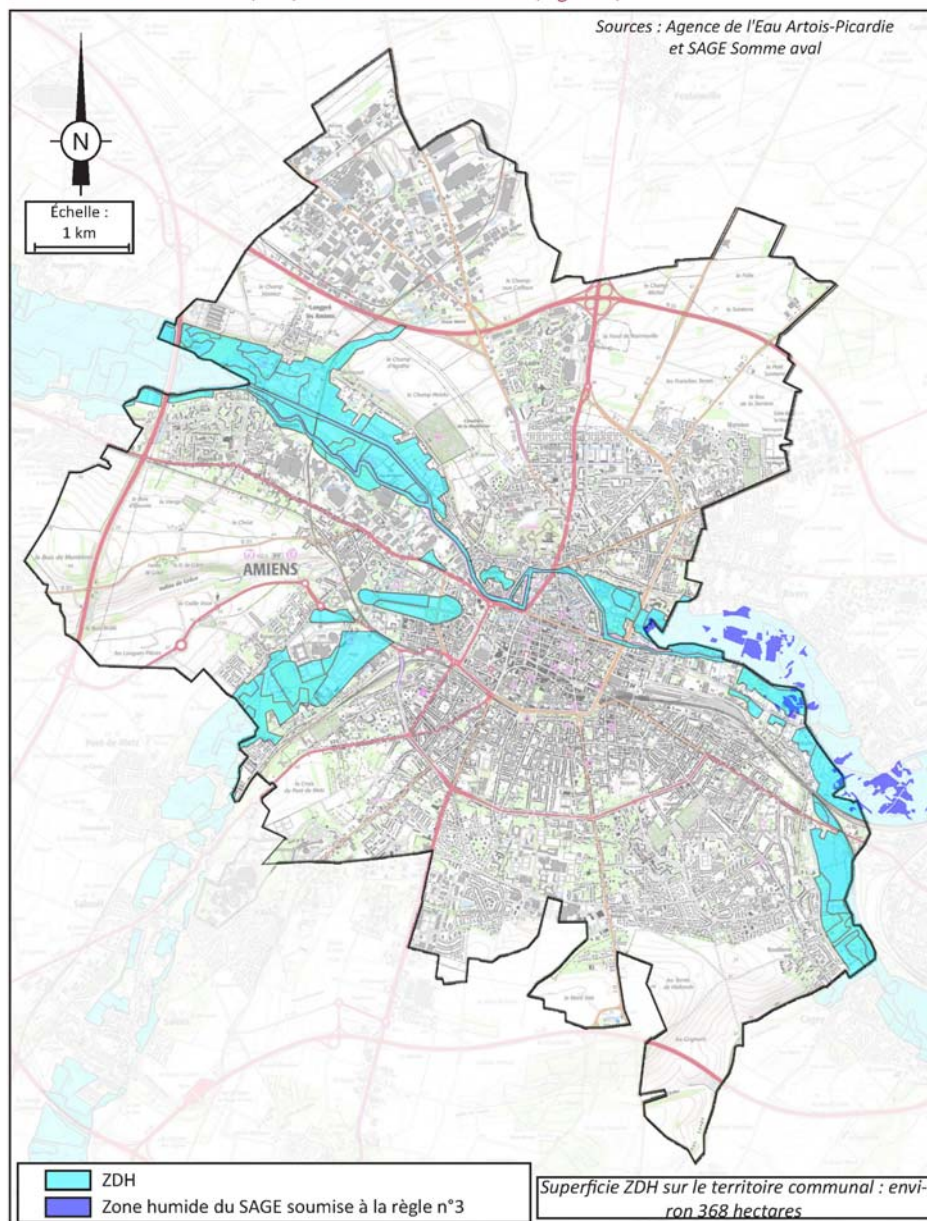


La modification proposée n'entraîne pas de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers. La zone agricole et les zones naturelles et forestières du PLU en vigueur ne sont pas modifiées, à l'exception d'une extension de 1,2 ha de la zone naturelle zone naturelle hortillonnages (Nh), au droit de la Neuville.



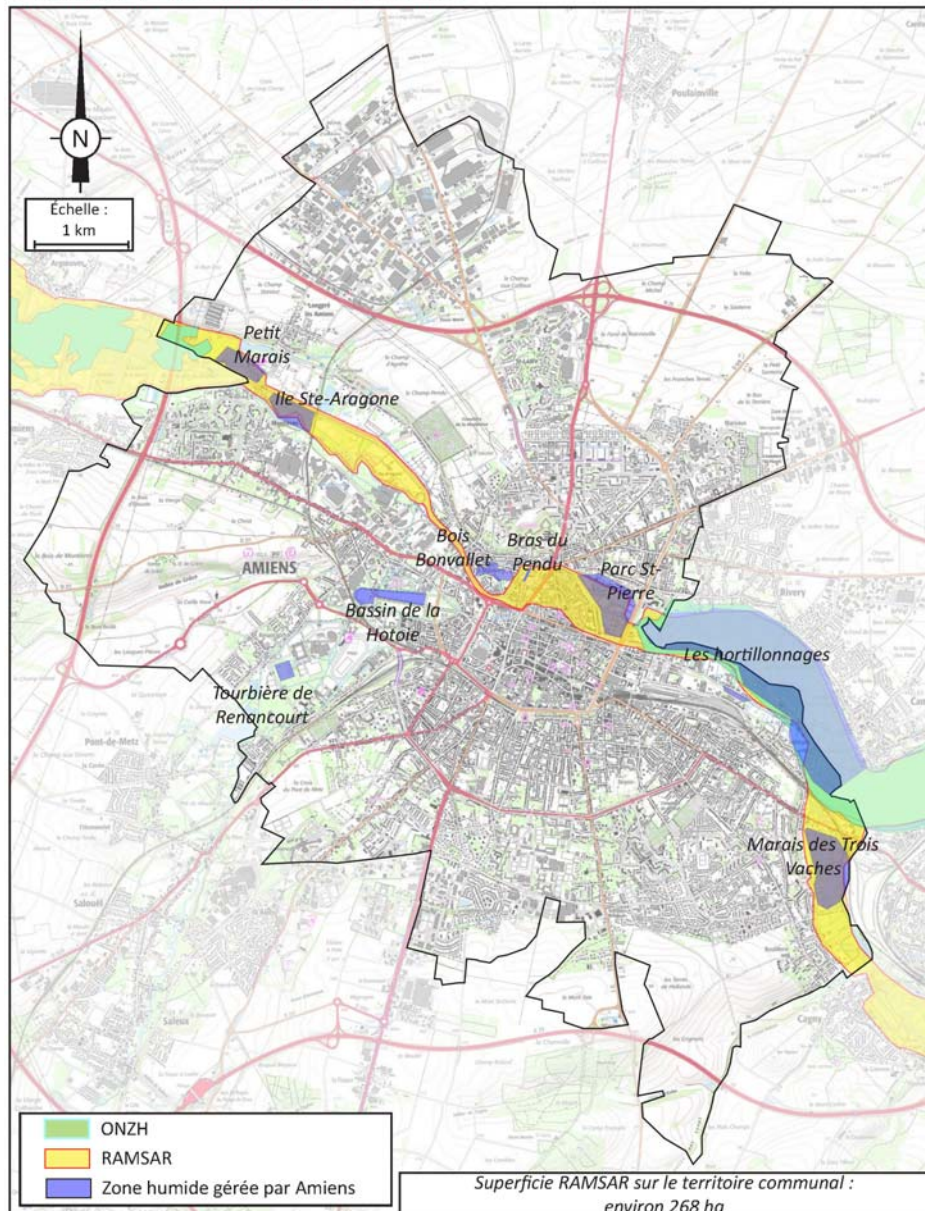
#### 4 - La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?

Zones à dominante humide (ZDH) et zones humides du SAGE (règle n°3)



Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Somme aval et cours d'eau côtiers a inventorié certaines zones humides dans lesquelles aucune opération d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation et remblais (opérations inscrites sous la rubrique 3.3.1.0. de la loi sur l'eau) n'est autorisée (règle n°3 du SAGE approuvé). Cette contrainte ne concerne qu'une petite partie des zones humides situées dans le secteur des hortillonnages (voir carte précédente). Les zones à dominante humide (ZDH) n'ont pas de portée réglementaire, mais elles permettent d'alerter l'aménageur de la présence d'enjeu notable lié aux zones humides.

## ONZH, RAMSAR et zones humides gérées par Amiens



Le territoire est marqué par un réseau hydrographique riche (Somme, Avre, Selle, canaux et réseaux de fossés et rieux denses au niveau des hortillonnages, etc.). Ses zones humides présentent une biodiversité très importante et c'est dans ce cadre que la ville d'Amiens s'est dotée d'une politique forte en matière de préservation et de valorisation. Cette politique devra être poursuivie dans les années à venir, notamment au regard des grands projets portés au niveau de la vallée de la Somme. Bien qu'il n'existe pas de contrainte réglementaire directe liée à l'inventaire de l'Observatoire National des Zones Humides (ONZH) et aux sites labellisés RAMSAR, leur présence sur la commune démontre l'importance des zones humides du territoire et leurs enjeux sur le plan environnemental, social et économique.

La modification proposée n'a aucune incidence directe ou indirecte sur une zone humide du SAGE soumise à la règle n°3 ou une ZDH.

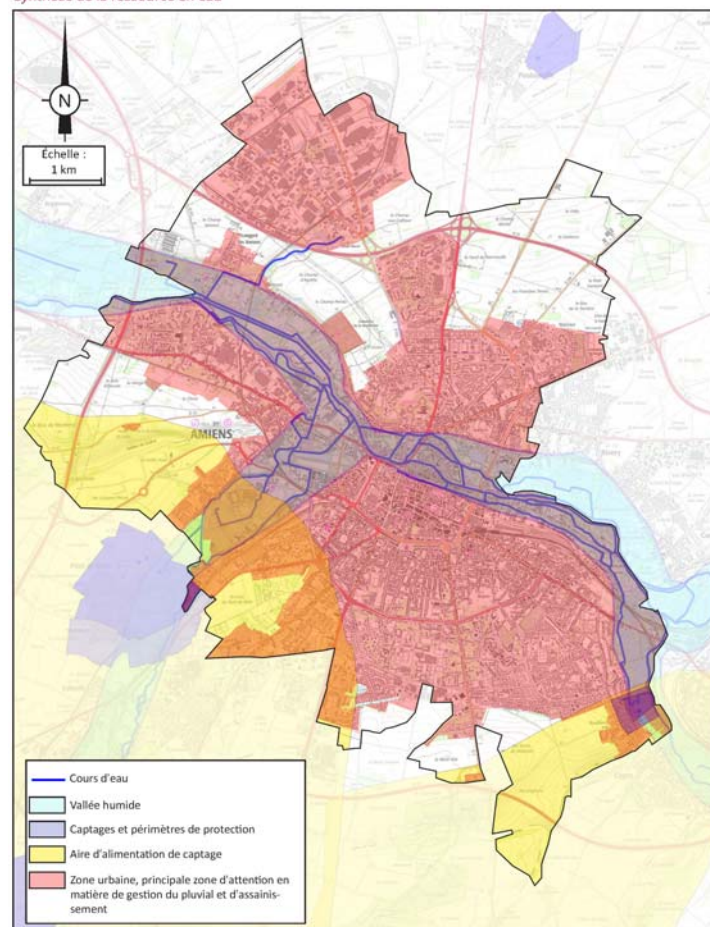


## 5 - La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

La totalité de l'eau potable alimentant l'agglomération d'Amiens provient des nappes souterraines et en particulier de la puissante nappe aquifère de la craie. L'alimentation se fait grâce aux 15 captages d'alimentation en eau potable de la communauté d'agglomération d'Amiens Métropole (captages d'Amiens, Pont-de-Metz, Saleux, Saveuse, Vers-sur-Selle...). La distribution d'eau potable est assurée en régie via un vaste réseau largement interconnecté. Deux captages générant des périmètres de protection réglementaire sont recensés sur Amiens :

- Captage de Victorine Autier (arrêté de déclaration d'utilité publique du 10/03/81). Un périmètre rapproché de 7.8 ha et un périmètre éloigné de 17.8 ha ont été définis sur le territoire, aux abords de la rue de Bel Air ;
- Captage de Pont de Metz (arrêté de déclaration d'utilité publique du 10/03/81). Le secteur du Petit Saint Jean est concerné par le périmètre de protection éloigné.

Synthèse de la ressource en eau



### Le réseau de distribution

Amiens Métropole gère un réseau d'eau potable couvrant 932 kms, ainsi que 26 réservoirs dont 11 sur l'unité de distribution d'Amiens. L'essentiel des canalisations est en fonte. Il n'existe plus à ce jour de canalisations en plomb nécessitant un remplacement pour des raisons sanitaires. Par contre, 11% du réseau de desserte date d'avant 1940 et l'âge moyen du réseau est de 47 ans environ. L'état et la vétusté de certaines canalisations entraînent parfois des problèmes de fuites sur le réseau. L'indice linéaire de perte (ILP) était de 15,21 m3/j/km en 2019 et le rendement estimé à 69,73, c'est-à-dire moins que la moyenne nationale (80% environ).

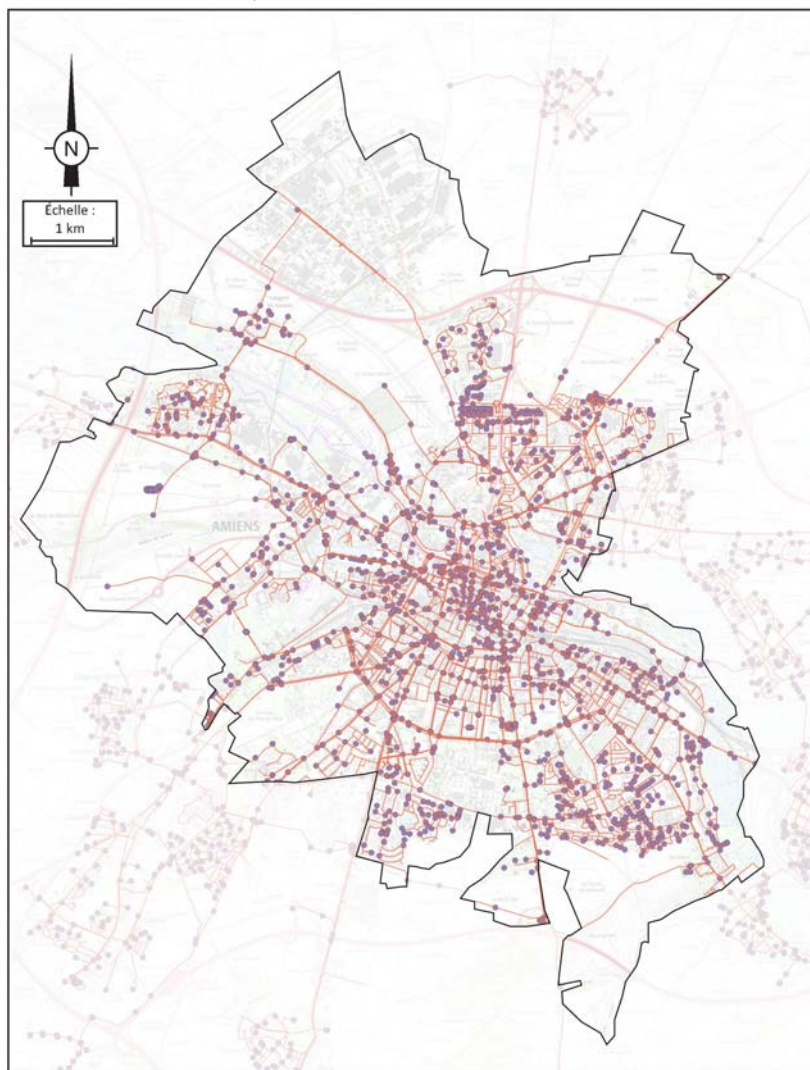
Les travaux de renouvellement du réseau ont été identifiés comme prioritaires. Le plan de renouvellement pluriannuel d'Amiens Métropole a permis de renouveler entre 2015 et 2019, près de



20 km de réseaux. D'autres travaux sont programmés chaque année tel que ceux concernant le raccordement de nouveaux quartiers à l'exemple du renforcement réalisé rue de Verdun en 2021 dans le cadre du développement de la ZAC Gare la Vallée ou encore ceux concernant la réhabilitation de certains réservoirs.

Un Schéma d'Alimentation en Eau Potable est actuellement en cours. L'objectif pour la collectivité est de définir une stratégie permettant une gestion optimale de la ressource en eau et des infrastructures existantes et à venir. Elle devrait permettre de définir des orientations d'investissement pour faire face aux difficultés actuelles ou à venir. En matière de sécurisation, on notera aussi que des prospections sont en cours pour la recherche d'un nouveau captage dans le secteur Est amiénois.

Le réseau de distribution en eau potable du territoire

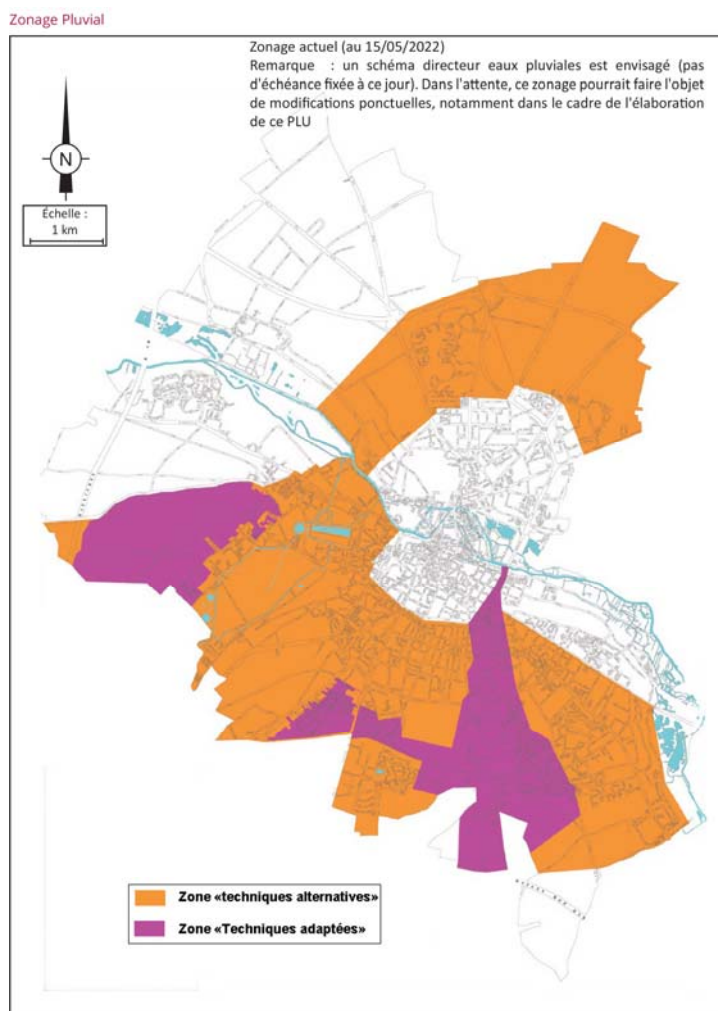


La modification proposée n'a pas d'incidence sur la ressource en eau. Elle n'a pas d'incidence sur les aspects quantitatif et qualitatif des eaux superficielles ou souterraines. Elle n'a pas d'impact significatif sur le réseau de distribution d'eau.

## 6 - La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

La problématique "eaux pluviales" est une problématique majeure, du fait de la position en cuvette de la ville (risque de ruissellement et d'inondation). Dans ce cadre, la ville d'Amiens s'est dotée d'une politique rigoureuse en matière de gestion de ses eaux pluviales. Celle-ci est bâtie sur la présence d'un règlement strict en matière d'aménagement permettant de réguler les apports et limiter les risques d'engorgements sur le réseau existant. Ainsi, toute construction ou installation nouvelle doit privilégier l'infiltration sur son unité foncière, en conformité au plan de zonage des eaux pluviales :

- dans les zones « techniques adaptées », aucun rejet aux réseaux publics n'est autorisé, l'infiltration est la règle ;
- dans les zones « techniques alternatives », le pétitionnaire doit s'informer des contraintes de gestion des flux auprès du service gestionnaire, afin de choisir la solution adaptée. L'infiltration sur place reste la règle, mais le rejet est possible moyennant la fourniture d'une étude technique justifiant la dérogation. Le débit de fuite autorisé est de 3 l/s/ha (souvent limité à 2 l/s/ha dans les secteurs sensibles) ;
- dans les autres secteurs, en particulier le centre-ville, où un réseau pluvial est déjà présent, les conditions de rejet dans le réseau sont à solliciter auprès du gestionnaire (étude au cas par cas).



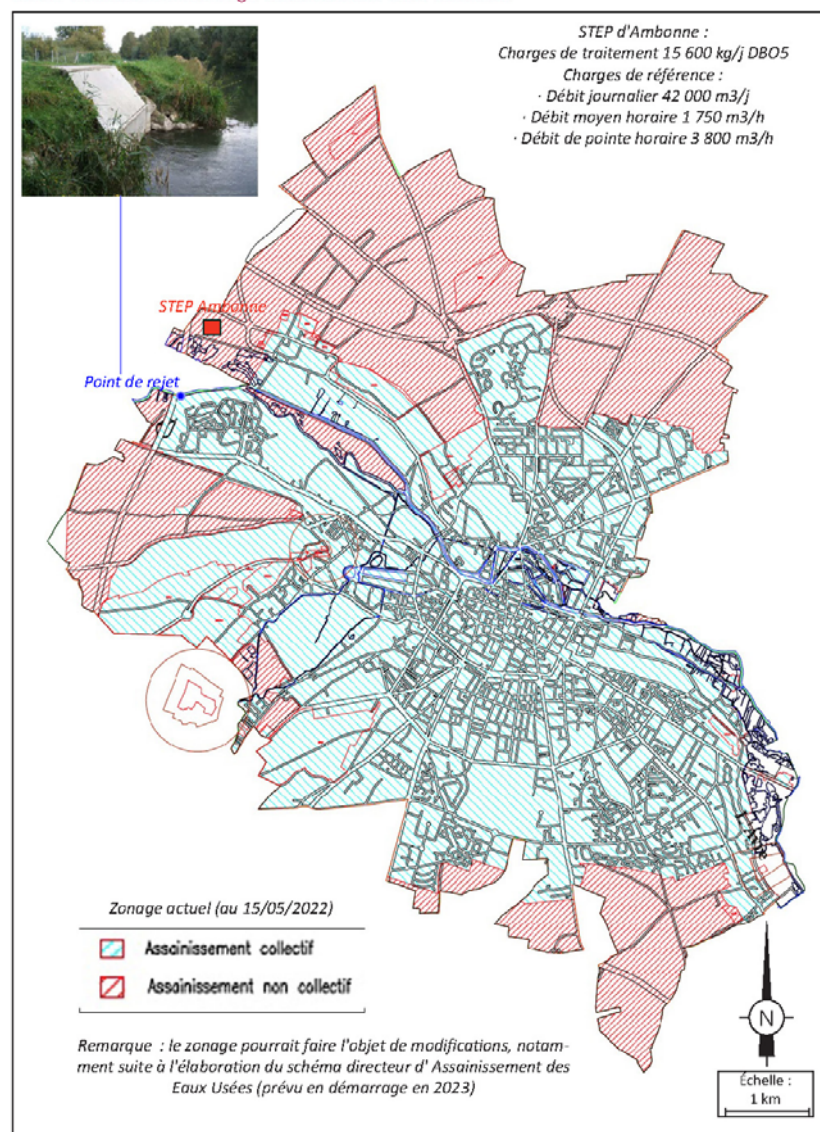
La modification proposée n'a pas d'incidence sur la gestion des eaux pluviales. Elle n'a pas d'impact significatif sur le réseau.

## 7 - La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

La zone urbanisée de la commune est quasi exclusivement en zonage d'assainissement collectif. Il n'existe que trois secteurs d'assainissement autonome : le hameau d'Etouvie, l'île Ste Aragonne, et le chemin de halage, en marge des hortillonnages.

A Amiens, la collecte s'effectue à 99% par un réseau séparatif (toute la ville à l'exception du quartier de la cité des Castors). Le réseau d'assainissement se compose de 8 grands collecteurs, 393 km de canalisations et 100 postes de relevages qui aboutissent sur le poste de refoulement de "St-Maurice". Depuis ce poste, des pompes de relevage permettent d'amener les eaux, via une canalisation de refoulement de 4 km, jusqu'à la station d'épuration d'Ambonne. Cette dernière est de type traitement biologique par aération prolongée faible charge. Elle dispose d'une capacité d'épuration nominale de 260.000 équivalents habitants (EH) et est utilisée aujourd'hui à moins de 3/4 de sa capacité.

La STEP d'Ambonne et le zonage "assainissement" de la commune



La modification proposée n'a pas d'incidence sur l'assainissement. Elle n'a pas d'impact significatif, ni sur les secteurs d'assainissement autonomes, ni sur le réseau d'assainissement collectif.



## 8 - La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

Amiens est une ville à la richesse patrimoniale reconnue. La découverte du gisement de Saint-Acheul a consacré ce site dès le XIX<sup>e</sup> siècle, comme référence mondiale pour l'étude des périodes préhistoriques. Le jardin archéologique de Saint-Acheul met aujourd'hui en valeur et fait connaître la coupe archéologique des terrains quaternaires de la moyenne terrasse de la Somme et leur importance scientifique aux publics. La célébrité d'Amiens se fonde également pour beaucoup sur la cathédrale Notre-Dame, monument gothique emblématique. Construite au XIII<sup>e</sup> siècle, elle est considérée comme un chef d'œuvre du génie créateur humain reconnu pour « la cohérence du plan, la beauté de l'élévation intérieure à trois niveaux et l'agencement d'un programme sculpté extrêmement savant à la façade principale et au bras sud du transept ». Cette reconnaissance s'est concrétisée dès 1981, par l'inscription de la cathédrale d'Amiens sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Amiens figure d'ailleurs à plusieurs titres sur cette liste. En effet, la cathédrale Notre-Dame a été inscrite une seconde fois en 1998, comme monument étape des Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France. Le Beffroi d'Amiens, monument symbolique de la puissance des communes au Moyen Age, a quant à lui été inscrit en 2005, dans le cadre de l'inscription des « Beffrois de Belgique et de France ».

Ville de nature, Amiens possède un ensemble d'espaces verts, naturels ou créés, qui participent au maintien d'un cadre de vie agréable. Les Hortillonnages d'Amiens constituent un site particulier, à la fois naturel et façonné par l'homme. Ensemble de marais et d'îlots enserrés par les bras de la Somme et de l'Avre, les Hortillonnages, propices à la culture maraîchère, sont cultivés depuis le Moyen Age par les Hortillons. Evoluant au fil des siècles et de la morphologie urbaine, ils occupent aujourd'hui environ 300 hectares sur les communes d'Amiens, Rivery, Camon et Longueau. Les parcelles de terre sont entrecoupées de canaux, « rieux », navigables en barques à fond plat, permettant aujourd'hui la découverte de la faune et la flore de ces « jardins flottants ».

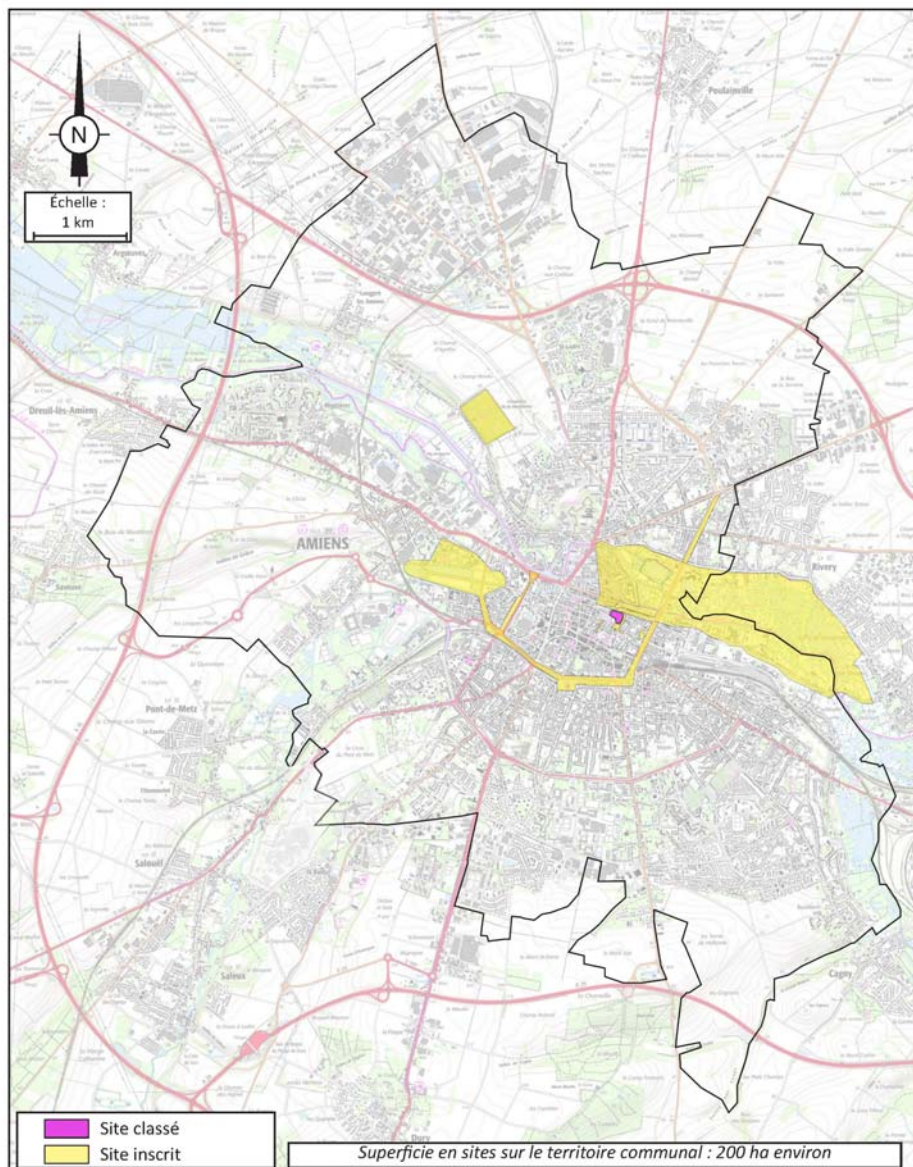
Ces éléments remarquables fondent avec force l'identité patrimoniale d'Amiens. D'autres éléments viennent enrichir de leur particularité l'épaisseur patrimoniale de la ville. L'ensemble conçu par l'architecte Auguste Perret (1874-1954) figure parmi ceux-là. Audace architecturale pour l'époque, avec ses 30 étages culminant à 104 mètres de hauteur, la Tour Perret symbolise pleinement la Reconstruction d'Amiens et a largement participé à façonner l'image de la ville. Elle constitue, avec la silhouette de la cathédrale, un des deux repères du grand paysage de la métropole amiénoise. Amiens conserve en effet l'image d'une ville dévastée par les conflits mondiaux du XX<sup>e</sup> siècle, reconstruite et remodelée par le béton. Or, si la morphologie urbaine fut évidemment bouleversée par ces destructions, la ville possède encore un patrimoine, notamment architectural, particulièrement florissant dont les exemples les plus éminents sont la citadelle construite au XVI<sup>e</sup> siècle, le cirque municipal (1889) dû à l'architecte Emile Ricquier (1846-1906), le cimetière paysager de la Madeleine ou encore la maison de Jules Verne (1828-1905), figure emblématique de la cité amiénoise. Ces éléments fondent le rayonnement touristique de la ville d'Amiens.

Un site classé (SC) et 7 sites inscrits (SI) sont recensés dans la commune :

- SC 80-06, parc et bâtiments de l'évêché
- SI 80-02, boulevard intérieurs et promenade de la Hôtoie
- SI 80-03, cimetière de la Madeleine et plantation routière du CD n° 191
- SI 80-04, ensemble formé par les façades et toitures des rues Porion, Adéodat Lefèvre, Metz l'Evêque et place Saint-Michel

- SI 80-05, étang Saint-Pierre et ses abords
- SI 80-07, parc privé de la propriété sise au n° 1 rue Gloriette
- SI 80-08, place du Don, marché sur l'eau et leurs abords
- SI 80-09, quartier Saint-Leu, étang Saint-Pierre, hortillonnages

Sites inscrits et sites classés



Amiens bénéficie de 3 inscriptions au patrimoine mondial de l'UNESCO :

- deux pour la cathédrale Notre-Dame d'Amiens en 1981, puis en 1998 sur les chemins de Saint-Jacques
- une pour le beffroi

La ville comporte 3 édifices classés « Patrimoine du XX<sup>ème</sup> siècle » :

- l'ensemble Perret, tour, gare, immeubles (1948-1955) ;
- l'église paroissiale Saint-Honoré (1957) ;
- la Maison de la Culture (1961)

La commune rassemble 68 Monuments Historiques inscrits ou classés et 126 lieux et monuments répertoriés à l'inventaire général du patrimoine culturel.

La présente modification prévoit des évolutions aux abords de sites inscrits : SI 80-02 boulevards intérieurs et promenade de la Hotoie ; SI 80-05 étang Saint Pierre et ses abords ; SI 80-09 quartier Saint Leu, étang Saint Pierre, Hortillonnages. Des effets positifs sont parfois escomptés, notamment en termes de valorisation de secteurs, mais ils ne sont pas significatifs au regard du PLU en vigueur. Les modifications proposées n'ont pas d'incidence, d'effet ou d'impact direct ou indirect significatifs sur ces sites inscrits.

Des abords des monuments historiques inscrits ou classés sont également concernés par la présente modification : Piscine Léon Pille ; Citadelle ; Tour et ensemble Perret ; 51-53-55-59 rue de la Barrette ; Caserne Dejean.

Dans le cadre du renouvellement urbain du quartier Gare La Vallée, il est proposé de modifier les OAP n°21, partiellement concernées par les périmètres des monuments historiques suivants : Tour et ensemble Perret, 51-53-55-59 rue de la Barrette et Caserne Dejean. Il est proposé d'augmenter la hauteur autorisée pour un lot de la ZAC (lot A25, 6353m²). Les OAP en vigueur fixent une limite à 15m de hauteur pour ce lot. La modification proposée introduit un principe de gradation : maintien de la limite de 15m pour la partie du lot la plus proche des habitations existantes, augmentation à 18m pour la partie intermédiaire et à 26m en vis-à-vis du plateau ferroviaire, dont les lots sont limités à cette hauteur. L'îlot A25 est sous maîtrise foncière de l'aménageur et l'intégration urbaine, architecturale et paysagère du futur projet sera soumise à l'avis de l'architecte en chef de la ZAC. Cet îlot n'est pas situé dans le cône de vue de la cathédrale depuis le chemin de halage, ni dans un périmètre de Monument historique. La modification proposée n'a donc pas d'incidence, d'effet ou d'impact direct ou indirect significatif sur les abords de monuments historiques inscrits ou classés.

Le projet de renouvellement urbain du CHU Nord est quant à lui situé aux abords de la Citadelle. Les OAP n°27 concernent une partie du périmètre de ce monument historique. Elles visent précisément l'intégration des futurs projets à leur environnement urbain et paysager et la préservation du patrimoine, en imposant notamment la conservation des pavillons années 1930 de l'ancien CHU qui ne sont ni inscrits, ni classés. Les modifications apportées aux OAP concernent les principes d'espaces publics à aménager et les voies à créer ou modifier à l'est du site, en cohérence avec le projet de pôle de conservation de la bibliothèque nationale de France (BnF). La modification proposée n'a pas d'incidence, d'effet ou d'impact direct ou indirect significatif sur les abords du monument historique.

La modification du zonage proposée dans le secteur de la Neuville est située dans le périmètre des abords de la piscine Léon Pille. S'agissant de confirmer la vocation naturelle et maraîchère plutôt qu'urbaine de ce secteur, des effets positifs sont escomptés. La modification proposée n'a cependant pas d'incidence, d'effet ou d'impact direct ou indirect significatif sur les abords du monument historique.

Enfin les évolutions proposées pour les règles de clôtures en zone UB concernent également des périmètres de monuments historiques. Toutefois les hauteurs autorisées pour les clôtures restent inchangées et la modification ne vise que les clôtures en limites latérales et de fond de parcelles implantées au-delà de 12 mètres de l'alignement sur rue, imperceptibles depuis l'espace public. Concernant les évolutions proposées pour les clôtures en zones UC, ces dernières ne concernent que très peu de périmètres de monuments historiques et la modification vise une clarification réglementaire et une meilleure intégration paysagère de ces éléments. La modification proposée à ce sujet n'a donc pas d'incidence, d'effet ou d'impact direct ou indirect significatif sur les abords de monuments historiques.

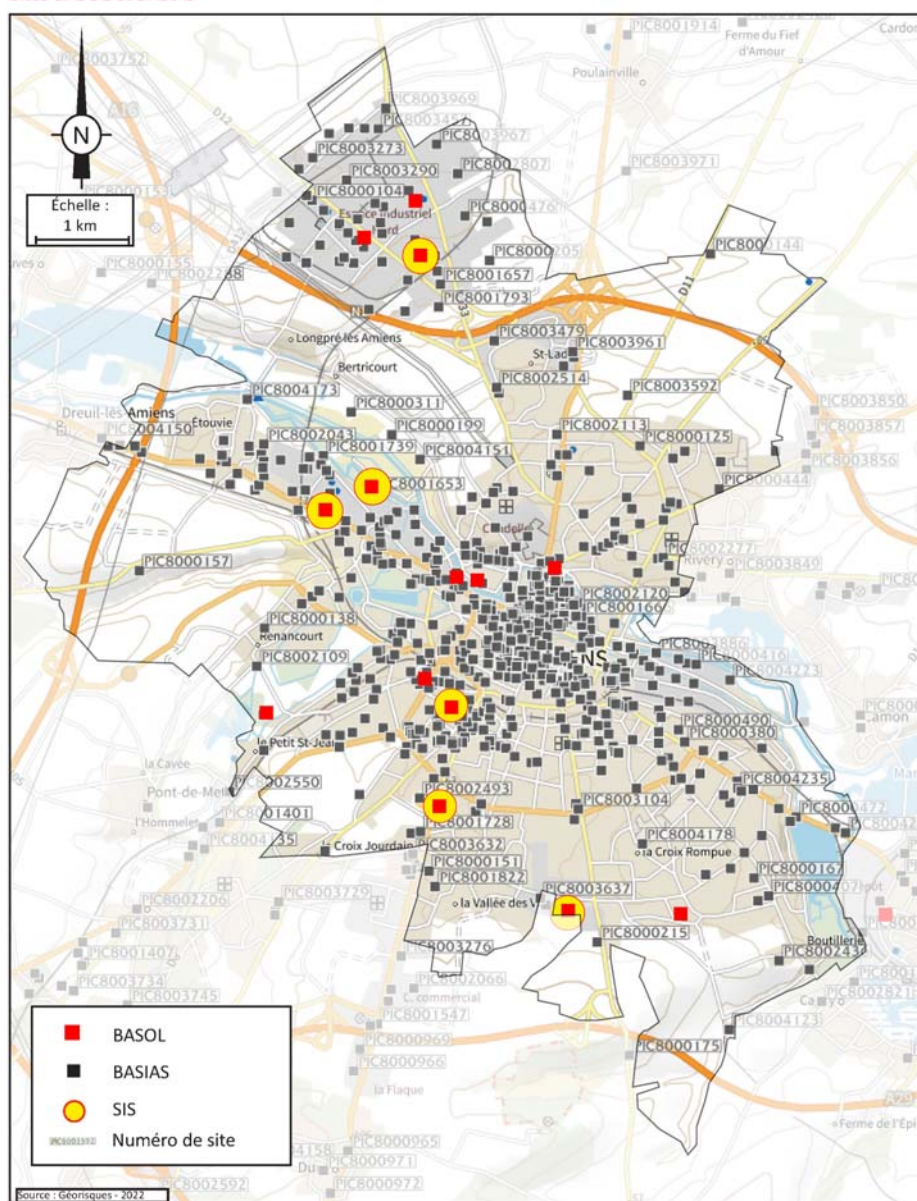
L'ensemble des modifications prévues visent le maintien des qualités urbaines, architecturales et paysagères en place, leur mise en valeur ou leur développement. Ces évolutions ne peuvent avoir que des effets positifs, dont la valorisation de secteurs de la ville, même s'ils ne sont pas significatifs au regard du PLU en vigueur.



## 9 - La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?

L'inventaire Basias, qui réalise l'inventaire des anciens sites industriels et activités de service, recense plusieurs centaines de sites à Amiens, sans présumer de la présence d'une pollution. L'inventaire BASOL, qui identifie les sites dont la pollution est avérée ou présumée, recense quant à lui 17 sites dans la commune. Ces sites ne font pas l'objet de restrictions d'usage et seules des études plus approfondies permettent de savoir s'ils sont réellement pollués. Les Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) comprennent quant à eux les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie notamment, en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement. Amiens compte 6 SIS.

Sites BASOL et BASIAS



La modification proposée n'a pas d'incidence sur des sols pollués. De manière générale, l'attention des porteurs de projets est systématiquement attirée sur la question de l'état des sols.

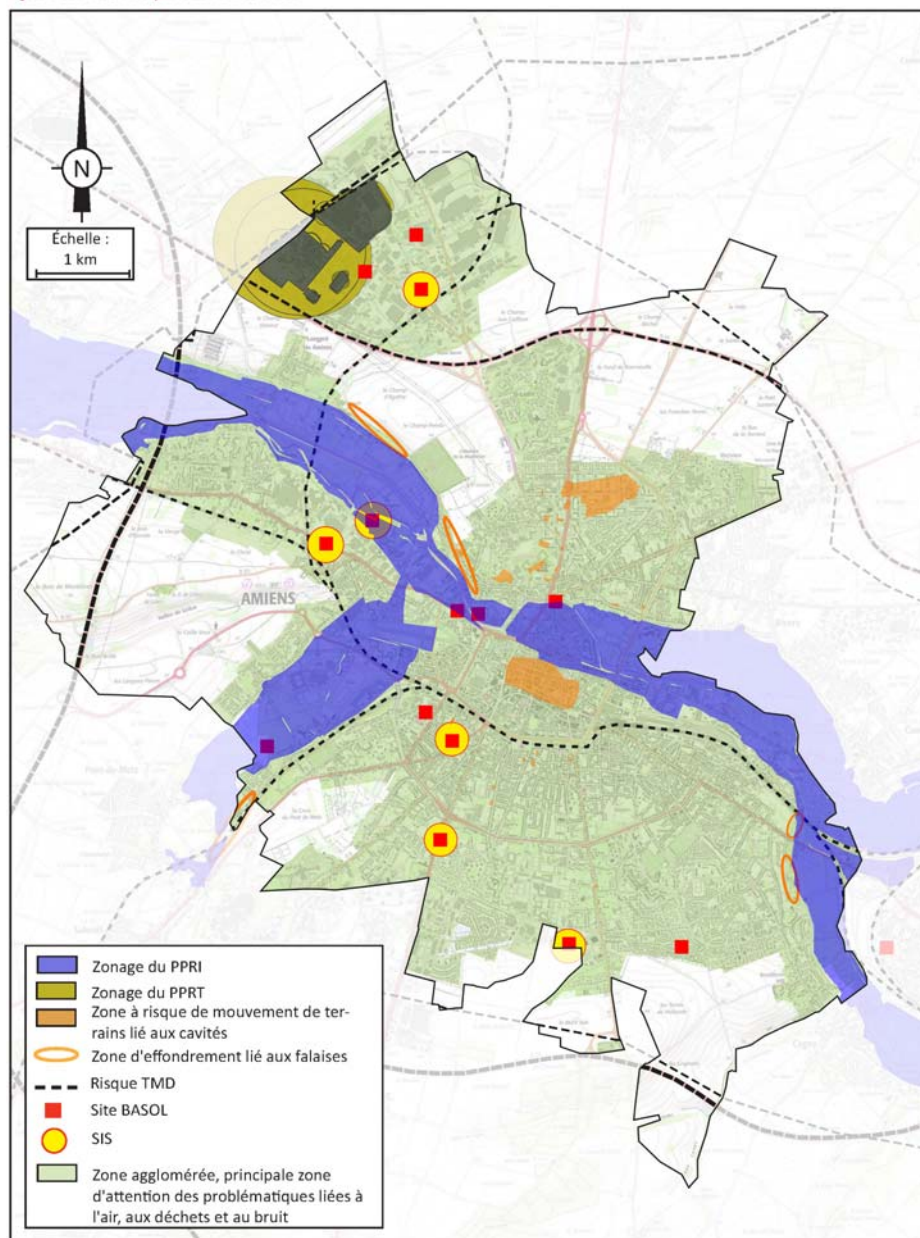
## Les déchets

C'est la Communauté d'Agglomération Amiens Métropole qui détient les compétences de collecte des déchets ménagers en porte à porte dans les 39 communes de l'agglomération et Amiens, de la collecte et de l'entretien des points d'apport volontaire sur les 39 communes, de la collecte des conteneurs enterrés d'ordures résiduelles à Amiens, de la gestion du parc de bacs roulants, de la collecte des encombrants, de l'exploitation des déchèteries, du tri et de la valorisation de la collecte sélective, de la mise en centre d'enfouissement de certains déchets, du traitement par méthanisation des ordures résiduelles, des déchets verts, de la prévention et de la communication auprès des usagers.

La modification proposée n'a pas d'incidence sur les déchets ménagers et autres. Elle n'a pas d'impact significatif, ni sur leur collecte, ni sur leur traitement.

## 10 - La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

Synthèse des risques et nuisances



En matière de risques, on retiendra surtout les points suivants :

- Amiens est localisé au cœur d'un Territoire à Risques Importants (TRI) lié au risque d'inondation. La commune est exposée à des phénomènes multiples, de ruissellement et de coulées de boues d'une part, de remontées de nappes d'autre part, et de débordement de cours d'eau. Dans ce cadre, un Plan de Prévention des Risques d'inondations (PPRI) a été instauré ;
- le territoire communal est également soumis aux risques naturels suivants : retrait gonflement des sols argileux (risque d'exposition moyen au sud du territoire), mouvements de terrain (14 mouvements de terrain recensés). En outre, sont identifiés sur la commune 1600 mètres linéaires de falaises et 38 cavités souterraines (pour une emprise totale de 50.000 m<sup>2</sup>) ;
- enfin, la commune est soumise à des risques technologiques, avec des risques liés à des installations dangereuses (un grand nombre d'Installations Classées Pour l'Environnement dont 7 classées SEVESO) toutes identifiées dans l'espace industriel nord (EIN), où un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) a été instauré. En outre, la commune est concernée par des risques liés au transport de matières dangereuses avec notamment une canalisation d'hydrocarbures au nord, plusieurs canalisations de transport de gaz naturel ainsi que des transports par voies ferrées ou par voies routières.

La modification proposée n'a pas d'incidences sur les risques auxquels la commune est exposée. Elle n'a aucun impact sur les causes de ces risques ni n'en aggrave les effets.

En matière de nuisances, on retiendra principalement les problématiques suivantes :

- le bruit, issu des routes, des voies ferrées et des zones industrielles. Concernant les infrastructures, des cartes stratégiques ont été mises en place, avec l'élaboration d'un plan de prévention des bruits dans l'environnement (PPBE) conduisant à des actions en matière de rénovation et de lutte contre le bruit ;
- la qualité de l'air, surveillée par Atmo Hauts de France, qui effectue des mesures et publie un bilan annuel. Il n'existe pas problème majeur de qualité, mais quelques pics saisonniers d'ozone ;
- les sols pollués (voir plus haut) ;
- les déchets (voir plus haut).

La modification proposée n'a pas d'incidence sur les déchets. Elle n'a pas d'impact significatif, ni sur leur collecte, ni sur leur traitement.

## 11 - La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

La consommation d'énergie à Amiens est fortement dépendante des énergies primaires. En 2015, les productions d'énergies renouvelables ne représentaient que 15% de la consommation du territoire du Grand Amiénois. Parmi les actions transversales visées par le PCAET, plusieurs peuvent concerner la commune d'Amiens et son PLU :

- *les bâtiments : réhabiliter le parc existant et adapter le nouveau parc pour une meilleure efficacité énergétique (en terme d'utilisation de matériaux biosourcés, d'isolation mais aussi en terme d'exposition), développer l'usage des énergies renouvelables notamment pour le chauffage ;*
- *les transports : améliorer l'efficacité énergétique des moyens de transport, donner plus de place aux modes alternatifs, repenser l'aménagement du territoire dans une transition écologique et énergétique ;*
- *les énergies renouvelables : promouvoir les énergies renouvelables et notamment les réseaux de chaleurs (avec mix énergétiques), mais aussi la méthanisation et le photovoltaïque.*



La Ville d'Amiens et Amiens Métropole se sont engagées dans une feuille de route visant à être « territoire autonome » en énergie en 2050. Cet engagement porte notamment sur une démarche d'économies d'énergie ambitieuse et sur un développement notable des énergies renouvelables.

La modification proposée n'a pas d'incidences significatives sur l'air, l'énergie et le climat.

**La présente modification visant essentiellement à préserver et améliorer l'environnement et la qualité de vie, les effets probables détaillés ici sont plutôt favorables au regard des enjeux environnementaux.** Par rapport au PLU en vigueur, ces effets sont mineurs et ne sont pas susceptibles d'avoir d'incidences significatives sur l'environnement, ni séparément, ni cumulativement. C'est pourquoi la présente auto-évaluation conclue que **le projet de 17<sup>ème</sup> modification du règlement d'urbanisme d'Amiens n'est pas soumis à évaluation environnementale.**



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France,  
sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par  
la commune d'Amiens,  
sur la modification n°17  
du plan local d'urbanisme  
d'Amiens (80)**

n°GARANCE 2024-7791

**Avis conforme**  
**rendu en application**  
**du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégialement, le 3 avril 2024, en présence de Hélène Foucher, Philippe Gratadour, Valérie Morel, Pierre Noualhaguet et Jean-Philippe Torterotot,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-33 à R.104-38 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 2 mai 2023 portant cessation de fonction et nomination de membres de la mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la commune d'Amiens, le 12 février 2024, relatif à la modification n°17 du plan local d'urbanisme d'Amiens (80) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 16 février 2024 ;

Considérant ce qui suit :



1. La modification du PLU d'Amiens porte sur les règlements ~~cent et graphique~~, des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et des emplacements réservés (ER) concernant principalement :
  - le tracé des voies et îlots de l'OAP n° 20 (ZAC intercampus) et l'implantation des constructions ;
  - l'ajout d'une résidence gérée dans l'OAP n° 21 (ZAC de la gare) et la hauteur des constructions ;
  - la simplification de l'OAP n° 27 (CHU Nord) avec la suppression de création de voiries dans la partie est ;
  - la création des OAP n°36 (quartier Pierre Rollin) et n° 37 (rue Alexandre Dumas) dans le cadre de projets de renouvellement urbain ;
  - la modification du sous-zonage de certains secteurs U ;
  - l'agrandissement d'une zone Nh au détriment d'une zone U ;
  - la suppression de l'ER 48, déjà réalisé ;
  - la création de l'ER 50 en zone urbanisée pour la création d'un équipement lié au parc de la Hotoie et au zoo et de l'ER 51 pour la création des pistes cyclables ;
  - l'extension du périmètre de stationnement « centre-ville » ;
  - des évolutions mineures des dispositions générales du règlement : recours aux zones de rencontre, stationnement en centre-ville, modification de l'article 24-B relatif aux secteurs de taille de logements (STL), autorisation des ombrières photovoltaïques en zone UN, taille des extensions en zone UCb, règles concernant les clôtures en zone UB et UC ;
2. il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ;

### **Rend l'avis qui suit :**

La modification n° 17 du plan local d'urbanisme d'Amiens n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis conforme, fait l'objet de modifications.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 3 avril 2024

Pour la Mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France  
Son Président



Philippe GRATADOUR